

créent les conditions objectives pour un accroissement nouveau et majeur de l'intérêt et de l'activité culturels et politiques des masses. Une classe ouvrière écrasée par la misère et la famine les plus noires, comme ce fut le cas du prolétariat soviétique des années 1929-33 ou 1941-46, ne pourrait jamais entrer sur la route de la révolution politique contre la bureaucratie. Ensuite, les concessions économiques concédées sous la pression des masses renforcent largement la confiance des masses en elles-mêmes, et de ce fait favorisent la création des conditions subjectives pour une résurrection du mouvement ouvrier. Au lendemain du 17 juin, les chefs staliniens couvraient les villes de l'Allemagne orientale de banderolles avec des inscriptions du genre de celle-ci : "Le gouvernement nous a accordé nos revendications. Nous retournons maintenant au travail". Nous pensons que pareil mot d'ordre, et ce qu'il implique, est plus décisif pour l'avenir immédiat de l'opposition ouvrière contre la bureaucratie que toute la terreur et la répression qui ont lieu actuellement en Allemagne orientale. Il est évident que si les ouvriers peuvent obliger le gouvernement à leur accorder des concessions à la suite d'une grève générale, cette même arme peut être utilisée encore et à un niveau supérieur dans l'action et dans les revendications. Quel changement avec un passé pas encore si éloigné, lorsque la moindre expression de mécontentement était synonyme de nombreuses années de travail forcé!

"La résolution...exagère les changements dans la situation objective, lui donnant une propulsion automatique qui oblige la bureaucratie à se libéraliser elle-même",

dit le mémorandum à la page 104. Nous ne pensons pas qu'on puisse exagérer la modification fondamentale de la situation qui s'est opérée en URSS : pour la première fois depuis 1923, le prolétariat s'engage dans la voie de l'offensive contre la dictature! Voilà pour nous la signification du 17 juin et des concessions de Malenkov. Nous pensons que cela ne veut rien dire de moins que la montée révolutionnaire atteint la zone d'influence de la bureaucratie. Si cela est vrai, comment peut-on "exagérer" un changement aussi fondamental de la situation? Et comment peut-on nier que cela soit vrai, après le 17 juin en Allemagne orientale?

Naturellement, la résolution ne déclare nulle part que la situation objective oblige la bureaucratie à se "libéraliser elle-même". Bien au contraire! Nous disons que la dictature se défend contre la tempête qui s'annonce, par tous les moyens, entre autres par des concessions aux masses et des mesures "libérales" pour fermer ses propres rangs. Nous avons pris soin de placer le mot "libéralisation" partout entre guillemets dans la résolution. Si l'on veut utiliser une comparaison, c'est celle avec le tsar "libéral" Alexandre II ou avec la dernière phase "libérale" de l'Empire de Napoléon III qui s'impose. Dans les deux cas, aucun droit politique ne fut accordé aux masses. L'autocratie s'efforça seulement d'élargir sa base en accordant quelques réformes "libérales" à des parties des classes dominantes qui avaient été jusque là exclues de l'exercice du pouvoir politique. Nous voyons aujourd'